MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE



René Souchon - 45 ans

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 JUIN 1988

1^{re} Circonscription du Cantal



Jacques Markarian - 42 ans

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En votant très largement pour François MITTERRAND, le 8 mai dernier, les Françaises et les Français ont montré leur volonté de voir évoluer la vie politique de ce pays. Ils ont rejeté la division de notre société en deux camps, rompant ainsi avec une tradition que nous connaissions depuis le retrait du pouvoir du Général de Gaulle.

Malheureusement, les habitudes sont tenaces : conjuguées à l'inertie de certains partis politiques, elles n'ont pas permis que se réalise encore **l'ouverture souhaitée.**

Le Président de la République et le Premier Ministre, devant les refus opposés à leurs offres, ont dû se résoudre à dissoudre l'Assemblée Nationale.

Une page de l'histoire politique de notre pays est en train de se tourner : les Françaises et les Français doivent réaffirmer leur volonté de rassemblement et achever ce qui a été entrepris le 8 mai. Ils doivent donner au Président de la République et au Gouvernement la majorité dont ils ont besoin pour assurer à la France la stabilité et lui redonner son dynamisme économique.

Le premier enjeu de cette élection est donc clair : il s'agit de favoriser l'ouverture politique et de rassembler les Français autour d'un objectif essentiel : une France forte pour affronter le Marché Européen de 1992.

Au plan local ensuite, nous devons également parvenir à un rééquilibrage de la vie politique. Vous savez qu'il n'est jamais bon qu'une fraction, ou un parti, domine trop exclusivement la conduite des affaires publiques. C'est pourtant le mal dont souffre notre département : ceux qui y détiennent les rênes du pouvoir refusent de se remettre en cause et n'accordent aucune considération aux opinions différentes des leurs. Le fait que cette majorité départementale se réfugie aujourd'hui derrière le sigle "Union du Rassemblement et du Centre" ne change rien. On ne passe pas du jour au lendemain du mépris à l'ouverture.

L'écart se creuse très vite entre la France du XXI^e siècle et notre Cantal et vous savez comme moi que les hommes politiques du RPR et de l'UDF, plus soucieux du maintien de leurs positions que de l'expansion économique du département, en sont largement responsables.

Aujourd'hui, il faut par un vote massif en ma faveur, les 5 et 12 juin prochains, montrer la volonté des Cantaliennes et des Cantaliens de voir les responsables politiques et socio-professionnels de notre département s'accorder sur l'essentiel afin que le Cantal saisisse les possibilités de développement économique qui lui sont offertes. Pour moi, l'essentiel aujourd'hui, c'est :

- le désenclavement routier, avec l'aménagement prioritaire de la RN 122 de Massiac à Maurs, et de la RN 120, d'AURILLAC vers la CORREZE ;
- la création à AURILLAC de sections d'enseignement supérieur, pour que notre jeunesse trouve sur place les formations dont elle a besoin ;
- le soutien à la mutation de l'agriculture, afin qu'à nouveau les jeunes puissent s'installer et succéder à leurs parents ;
- le développement touristique qui représente notre meilleure chance de créer des emplois mais qui ne se réalisera qu'au prix d'une politique volontaire assortie de moyens importants.

J'ai trop souhaité, dans le passé, **l'ouverture et le rassemblement**, pour ne pas me réjouir aujourd'hui des évolutions en cours. Je trouve stérile que les uns passent leur temps à démolir ce que font les autres. J'ai suffisamment souffert de cette situation pour ne pas vouloir avec force une autre façon de faire.

La situation de notre département est tellement critique que le rassemblement des bonnes volontés et des énergies doit se faire dans les meilleurs délais afin de développer nos atouts.

Le scrutin des 5 et 12 juin nous offre une occasion exceptionnelle de faire un pas dans ce sens et de contribuer à l'évolution des mœurs politiques du Cantal.

L'avenir de notre département ne dépend d'aucun homme providentiel, mais de l'aptitude de chacune et chacun à donner le meilleur de soi-même à la collectivité.

Si la solidarité nationale et régionale est indispensable, elle ne peut rien si nous ne savons pas dire avec conviction ce que nous voulons et si nous ne savons pas faire preuve de dynamisme et d'imagination dans la préparation de nos projets. L'efficacité est à ce prix.

René SOUCHON

Ancien Ministre,
Maire d'Aurillac, Conseiller Général,
Député sortant

Candidat de la majorité présidentielle
pour une France unie

POUR UN CANTAL UNI - DANS UNE FRANCE UNIE